



HAL
open science

La globalisation économique, comme remède ou facteur de pauvreté

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La globalisation économique, comme remède ou facteur de pauvreté. 2015. hal-02045788

HAL Id: hal-02045788

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02045788v1>

Preprint submitted on 22 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La globalisation économique comme remède ou facteur de pauvreté ?

Jacques Fontanel

CESICE

Grenoble, 2015

La thèse de l'économiste français Thomas Piketty développée dans son livre *Le capital au XXI^e siècle*¹ sur l'accroissement des inégalités est révélatrice d'une situation de mésinformation dans laquelle nombre d'économistes ont engagé leurs analyses. Une de ses conclusions phare est que le rendement du capital est structurellement supérieur à la croissance économique. Dans ce contexte, les rentiers s'enrichissent rapidement et concentrent les richesses. Il en résulte non seulement une augmentation des inégalités de revenus, mais aussi celles des patrimoines. Une analyse de Matthew Rognlie (*Marginal Revolution*)² a mis en évidence que cette hypothèse ne fonctionne que dans le secteur du logement. Dans les autres secteurs, le rendement du capital augmente avec l'automatisation rapide du travail salarié. Picketty a voulu démontrer que les inégalités pouvaient encore augmenter considérablement et qu'il fallait s'en préoccuper. Il est clair qu'au-delà d'une certaine diminution du coefficient de Gini mesurant l'hétérogénéité des revenus, tout le système est incapable de fonctionner, car la demande solvable qui soit au moins équivalente à l'offre disponible.

Malgré les crises économiques et financières qui secouent l'économie mondiale, les organisations internationales considèrent toujours que le système international mis en place depuis 1945 avec le GATT, puis élargi en 1995 avec la création universaliste de l'Organisation Mondiale du Commerce, n'est ni coupable, ni responsable, car comme la démocratie l'est dans l'ordre politique, l'économie de marché reste le moins pire des systèmes³. Les libéraux restent convaincus que, dans des situations « normalisées », le fonctionnement du monde marchand aboutit automatiquement à une situation d'équilibre optimal de la production et à une répartition équitable des richesses disponibles, au regard de la productivité marginale de chaque facteur de production. Une hypothèse et une nouvelle contrainte, partiellement opposées, étaient alors exprimées :

¹ Piketty, T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil, Septembre.

² En avril 2014, Matthew Rognlie publie un message sur le blog d'économie d'inspiration libérale "Marginal Revolution". Il relaie ainsi l'avis de Paul Krugman sur les thèses du best-seller "Le Capital au XXI^e siècle".

³ Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Ed. Masson, Paris.

- D'abord, le système international concerté issu de l'effondrement du bloc soviétique proposait l'ouverture du commerce mondial, lequel était analysé comme un facteur de progrès économique pour tous les Etats participants et comme un instrument généralisé de lutte contre la misère et la pauvreté.

- Ensuite, le concept de développement « soutenable » ou « durable » défendu par la plupart des organisations internationales rappelait que l'amélioration à court terme des conditions de vie de chacun ne devait pas remettre en cause le potentiel de développement économique des générations futures. Cette analyse remettait indirectement en cause les valeurs « équilibrantes » et « novatrices » du marché. Il apparaissait nécessaire de déterminer des limites à la soif immédiate du profit, par une intervention publique destinée à éviter les gaspillages, à lutter contre le changement de climat, à réduire les aléas technologiques et à maintenir un « ordre » politique et économique acceptable au regard de la violence des rapports de force, de la dégradation des écosystèmes ou de l'épuisement des ressources non renouvelables.

Aujourd'hui, la globalisation économique n'est pas vraiment remise en cause, elle est toujours perçue par la plupart des entités étatiques comme un processus marchand favorable au développement économique et à la lutte contre la pauvreté. Or, sans repères et mesures préventives, la croissance économique qu'elle produit n'est ni soutenable, ni favorable à l'amélioration du niveau de vie des plus démunis⁴. Ce n'est d'ailleurs pas son objectif. Derrière l'adjectif « soutenable », des valeurs intéressantes sont exprimées, plus d'ailleurs que celui de développement « durable », lequel réduit la portée des actions engagées par les pouvoirs publics à la réduction des excès auxquels conduit l'égoïsme foncier et fondateur du capitalisme. Une croissance nationale forte peut réserver ses bénéfices au plus petit nombre, dans le cadre de contraintes humaines difficilement favorables à l'épanouissement des travailleurs. La compétition généralisée produit un stress considérable dans toutes les couches de la population, stress auquel n'échappe que ceux qui disposent de revenus confortables fondés sur leur patrimoine (et encore !). De même certaines valeurs n'ont pas instantanément de défenseurs dans une société où seul le profit des entreprises est valorisé. Ainsi, l'écologie, de l'environnement, la santé, de l'éducation, de la sécurité mais aussi de manière plus générale de l'épanouissement des hommes, sauf à entrer dans le domaine marchand selon des modalités discutables, ne peuvent être respectés que par la seule volonté des Etats ou des groupes d'Etats, défenseurs (parfois !) des intérêts collectifs exprimés.

La vie humaine est porteuse de nombreuses dimensions, comme la disponibilité de la nourriture, la protection de la santé publique et privée, l'éducation, mais aussi l'expression de valeurs morales, religieuses, éthiques, esthétiques, artistiques dans un environnement pacifique (ou pacifié) de

⁴ Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Gééconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

démocratie participative et de libertés collectives et individuelles. Ces dernières valeurs, l'économie ne peut les synthétiser ou les représenter, et de ce fait elles sont largement sous-estimées. La question du respect pour chaque personne de disposer des biens élémentaires à la survie quotidienne et la mise en place de droits économiques et sociaux plus solidaires restent encore des objectifs aléatoires au regard de la notion d'efficacité économique dans un monde d'égoïsme. Or, les inégalités excessives et injustifiées sont au cœur même de la misère au regard des productions disponibles. La défense de la croissance capitaliste à tout prix conduit les pouvoirs publics à soutenir certains intérêts privés, quand ce ne sont pas ces mêmes intérêts privés qui influencent directement les pouvoirs publics en leur commandant les lois qui leur sont favorables.

Les pouvoirs publics au service des intérêts privés

Pour l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation des Nations Unies, la concurrence et le marché sont des facteurs de progrès économiques, de liberté et de paix. Au fond, la revendication à l'ouverture des frontières, au libéralisme et à l'essor du commerce international comme facteurs essentiels d'un développement économique capable de lutter contre la pauvreté et pour la paix⁵, constitue l'idée maîtresse qui commande les actions et règlements de ces organisations internationales. Philosophiquement, cette idée accorde au respect et à la protection des initiatives individuelles une place déterminante qui justifie les conditions matérielles et sécuritaires des vainqueurs du marché, lieu de toutes les compétitions économiques et sociales. Sur la base du principe de primauté (supériorité du droit international sur le droit national pour les pays membres), les règles de fonctionnement de l'espace marchand, instituées par ces instances internationales, n'accordent à l'Etat qu'un rôle subsidiaire, même si certaines exceptions (en termes d'agriculture, de sécurité nationale, d'espaces régionaux notamment) mettent en évidence des rapports de force entre les Etats qui avantagent les pays développés⁶.

Les hypothèses admises concernant la capacité du libéralisme à développer un optimum économique équilibré n'ont jamais été réalistes au regard des comportements concrets des acteurs économiques. Cependant, en économie, la connaissance scientifique et empirique ne pèse pas toujours bien lourd au regard de l'importance des intérêts (notamment patrimoniaux et financiers) en jeu. Si la montée en puissance des pays émergents semble attester

⁵ Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ?, Politique étrangère, janvier 2014.

⁶ La CNUCED a revendiqué la mise en place d'un système de préférence généralisé, permettant d'accorder quelques avantages aux pays les plus pauvres, les PMA, mais il y a d'importantes réticences à son application. Fontanel, J. (1995) Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

de la capacité de la globalisation économique à diffuser la production des richesses dans de nouveaux territoires, le « mal développement » n'est pas pour autant éradiqué et il s'étale dorénavant dans certaines régions anciennement développées. En témoigne notamment la réapparition des bidonvilles en Europe, mais aussi la montée en puissance du « mal logement », de la précarité ou de la pauvreté.

La CNUCED autrefois contestataire est aujourd'hui sans voix, elle a abandonné les principes soutenus par le « groupe des 77 » concernant l'organisation d'un « Nouvel Ordre Economique International » (NOEI)⁷. Elle a pourtant plusieurs fois reconnu que l'ouverture au commerce international ne suffisait pas pour réduire la pauvreté dans les PMA et qu'une action « volontariste » était nécessaire, ce qui suppose, a contrario, que le marché n'est pas en mesure de combattre seul ce type de pauvreté. Le Parlement européen a appelé l'OMC à prendre en compte les besoins particuliers des pays en développement et des PMA (pays les moins avancés), en engageant des procédures de traitements différentiels ciblées. Il a rappelé que "le commerce équitable, libre et équilibré peut servir d'outil à la croissance et contribuer à la lutte contre la pauvreté"⁸. Or, l'Europe est un soutien principal aux pratiques de l'OMC, qu'elle essaie par ailleurs d'élargir à l'intérieur de chaque Etat membre.

De même, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) défend certaines règles jugées fondamentales pour l'amélioration de la condition humaine, notamment l'éthique (lutte contre les violations des droits de l'homme), l'équité (réduction nationale et internationale des inégalités), l'intégration (rejet de l'exclusion et de la marginalité involontaire), la sécurité (réduction de l'insécurité systémique et l'amélioration du respect des règles collectives), la « durabilité » (la conservation de l'environnement) ou l'éradication de la misère et de la pauvreté. Or, dans son fonctionnement, le système actuel exacerbe les crises d'identité et les progrès concernant la sécurité des personnes et des Etats ne semblent pas encore s'exprimer dans le monde d'aujourd'hui. Au fond, les institutions internationales s'engagent dans les vœux pieux qui dépendent des aléas de l'histoire, mais certainement pas de leurs actions directes.

Or, contrairement aux idées qu'elles défendent, les grandes puissances politiques et économiques d'une part se sont développées sur la base d'une protection de leurs économies, et d'autre part elles conduisent parfois des politiques de type mercantiliste, en modifiant, à leur profit, les conditions d'une compétition loyale. Ainsi, dans son discours sur l'état de l'Union du 27 janvier 2000, Bill Clinton affirmait que : “ Pour réaliser toutes les opportunités de notre

⁷ Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris.

⁸ Parlement européen/Actualité (2013), Commerce international : les députés européens et nationaux demandent à l'OMC de maintenir l'approche multilatérale

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/newsroom/content/20131202IPR29562/html/Commerce-international-maintenir-l'approche-multilatérale>

économie, nous devons dépasser nos frontières et mettre en forme la révolution qui fait tomber les barrières et met en place de nouveaux réseaux parmi les nations et les individus, les économies et les cultures... Nous devons être au centre de tout réseau global. Nous devons admettre que nous ne pouvons bâtir notre avenir sans aider les autres à bâtir le leur” (sous entendu « à notre image »)⁹. Il s’agit alors d’étendre le commerce international à l’ensemble des marchés, avec de nouveaux standards (notamment culturels et politiques afférents) dont la grande puissance a la maîtrise. Ensuite, les codes de conduite définis par les acteurs économiques dominants (comme les lois anti-corruption, les normes sanitaires ou la protection de l’environnement) doivent être acceptées par la communauté internationale, sous peine de sanctions économiques ou politiques. L’intérêt national du pays qui assume le leadership mondial prévaut sur la notion de bien public international. Enfin, la promotion de la démocratie et de la paix n’est admise que dans le cadre étroit de la libéralisation des économies.

Pour Clausewitz, deux chemins mènent à la victoire, la lutte armée ou le contrôle des ressources dont dépend la partie adverse. Si le contrôle des matières premières et des matières énergétiques demeure un instrument important de stratégies des grandes puissances, la lutte armée ne produit plus les résultats souhaités face à la résistances des peuples. En revanche, Clausewitz avait négligé le respect des normes internationales contrôlées par le leadership d’un pays. Aujourd’hui, Apple et Google, protégés par le système des brevets constitutifs de monopoles de fait, disposent d’une valorisation boursière ajoutée de plus de 1000 milliards de dollars, soit plus que le PIB des pays européens, à l’exception de l’Allemagne, la Russie, la France, le Royaume-Uni, l’Italie et l’Espagne. Malgré les contestations virtuelles, qui modifient la forme sans pour autant remettre en cause le fond, les règles du marché fonctionnent surtout pour protéger les puissantes entreprises, lesquelles sont capables, in fine, de faire ou défaire les gouvernements et d’influencer les instances internationales dans lesquelles, lorsque c’est nécessaire, elles puisent souvent leur personnel de direction.

Face à ce type de critique selon laquelle la pauvreté n’est pas seulement matérielle, John Rawls¹⁰ a expliqué, en son temps, que le « mal développement » est souvent le résultat d’une culture politique d’oppression, de pratiques de corruption et d’institutions inadaptées fondées sur des traditions religieuses et philosophiques spécifiques. De ce fait, la responsabilité morale de l’extrême pauvreté limite l’action des pays développés à un simple « devoir d’assistance ». John Rawls affirme que les inégalités économiques sont alors moralement acceptables, car elles sont le résultat de choix historiques décidés librement par chaque peuple. Cette conception « minimaliste » néglige

⁹ Clinton, B. (2000), <http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>, Discours sur l’Etat de la Nation.

¹⁰ Rawls, J. (1997), *A Theory of Justice*, Harvard University Press, Harvard.

évidemment l'histoire des peuples, comme l'esclavage, le colonialisme, les génocides, les rapports de force et les oppressions, l'absence d'éducation ou plus simplement l'expression d'une culture aux antipodes du matérialisme.

Pour les défenseurs du fonctionnement pur et dur du marché, l'intérêt individuel est inné dans le comportement des hommes et il produit, in fine, la meilleure situation collective possible lorsque toutes les libertés sont respectées, dans l'ordre économique. Cependant, par débordement ou retombées progressives, ce système, par miracle (exercice de la « main invisible » pour Adam Smith), fait accessoirement profiter à d'autres couches de la population de l'accroissement des richesses ainsi produites. La réduction de la pauvreté n'est pas l'objectif, mais elle est la conséquence d'une action fondée sur l'innovation déployée par un investisseur en vue d'améliorer d'abord ses propres conditions de vie. Pourtant, toute nouvelle innovation est aussi une cause de destructions, lesquelles entraînent des retombées négatives sur le niveau de vie des personnes dépendantes de structures à la fois anciennes et de moins en moins productrices de valeur ajoutée. Dans ce cas, si l'intervention de l'Etat pour protéger les victimes « économiques » ne doit pas être revendiquée, la lutte contre la pauvreté est donc secondarisée, elle est même jugée inefficace, car elle réduit la propension à agir des personnes aptes à innover, dont la plupart sont mus par la volonté de gagner encore et encore de l'argent, dans un monde de cupidité valorisée socialement.

C'est pourquoi d'ailleurs les brevets sont protégés dans le cadre d'un monopole revendiqué. L'Etat intervient pour protéger une innovation au nom de l'intérêt individuel. En revanche, il ne peut pas théoriquement intervenir pour secourir les victimes des mutations économiques, car il défendrait alors des intérêts particuliers pas particulièrement innovateurs. La seule contrainte qui existe dans une démocratie est d'ordre politique, les votes pour la gouvernance publique. Cependant, les dirigeants des monopoles organisés sous l'égide du bon fonctionnement du marché dominant aussi les moyens de communication et les réseaux sociaux, ils font alors prévaloir l'idée selon laquelle leurs intérêts particuliers sont conformes à l'intérêt collectif.

Aujourd'hui, l'automatisation donne un nouveau pouvoir aux détenteurs du capital. Le nombre d'emplois va stagner puis se réduire, au point où deux économies parallèles seront constituées. L'une disposera de moyens conséquents et vivra dans une économie de marché spécifique, fondée sur des produits de luxe inabordables pour la grande majorité des personnes. Elle s'inscrira en vase clos au niveau de la consommation, mais elle utilisera, à terme, les personnes en nombre réduit capables de faire fonctionner les robots qui leur donneront un poids financier peu controversé par les employés déjà satisfaits d'obtenir un salaire satisfaisant face à une « armée de réserve » de chômeurs en déshérence psychologique, économique et sociale. L'autre s'inscrira dans une économie modeste, située quasiment au niveau du minimum vital, comme l'avaient d'ailleurs prévus les grands classiques britanniques avec l'émergence, au terme

du capitalisme, d'un état stationnaire. Cette situation pourra devenir très dangereuse, à terme, sauf à créer les conditions d'un meilleur des mondes à la Aldous Huxley.

Depuis 1990, malgré les crises financières et l'essor de la précarité, les organisations internationales continuent à encourager la globalisation économique, en considérant que les problèmes rencontrés dans de nombreux Etats trouveront nécessairement une solution à long terme, négligeant pourtant l'avis de Keynes pour lequel « dans le long terme nous serons tous morts ». Cette félicité revendiquée par Francis Fukuyama avec sa « fin de l'histoire » n'est pourtant pas encore apparue et les crises récurrentes commencent à inquiéter le citoyen et même les Etats. Le principe « *Trade, not aid* » cher à Washington n'a pas fonctionné pour les pays en développement. La précarité s'est installée dans nombre de pays développés. La croissance des exportations et la libéralisation de leur économie n'ont pas été associées à une réduction significative de la pauvreté, mais plutôt à une désindustrialisation lorsque les pays étaient exposés à la concurrence internationale. L'éradication de la pauvreté n'est pas l'objectif immédiat des institutions mondiales. Les faits sont têtus, mais les intérêts des plus forts sont toujours défendus prioritairement

Les valeurs fondamentales du système mondial d'aujourd'hui sont uniquement économiques, matérielles et commerciales. L'OMS aurait pu devenir un grand centre de santé disponible pour le monde entier, mais elle doit d'abord respecter les normes internationales portant sur la liberté du commerce, la propriété industrielle et les valeurs du monde marchand. Si la concurrence est exigée dans tout le système productif, le système des brevets, des marques ou des droits intellectuels installe autant de protections de types monopolistes qui sont contraires au vrai libéralisme. La découverte d'un médicament capable de soigner toutes les personnes atteintes d'un mal n'est disponible que dans un système marchand qui sait jouer des rapports de force pour s'enrichir¹¹. Dans ce contexte, il est impossible d'affirmer que le système a pour objectif de favoriser le « bien-être » des individus.

La poursuite sans fin des intérêts des dirigeants d'entreprise ou des Etats conduit à des excès de pollution, à des processus de désertification ou à des dégâts environnementaux irréversibles, indépendamment des questions concernant le changement de climat, un thème de bien peu de poids au regard de la politique du profit et de la prégnance de la maximisation des intérêts personnels bien compris. Ainsi, un rapport de la Banque mondiale estime que la planète comptera 100 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030 en Afrique et en Inde si aucune action n'est

¹¹ Du jour au lendemain, le Daraprim (Malocide en France), un traitement contre la toxoplasmose, une infection parasitaire dangereuse, notamment chez les patients avec un système immunitaire déficient est passé, sans raison évidente, de 13,50 dollars la tablette à 750 dollars plus de 5500% d'augmentation. Créé il y a 62 ans, il a été racheté en août par Turing Pharmaceuticals, une start-up dirigée par un ancien patron de fonds spéculatif. rendant le coût du traitement prohibitif pour les hôpitaux et des milliers de patients. Pour l'entreprise, cette décision optimisait sa production.

prise pour limiter l'impact du réchauffement climatique. Une flambée des prix alimentaires est attendue dans des régions où la consommation alimentaire est déjà très importante, supérieure à 60 % des revenus des ménages. En Inde, les dérèglements climatiques pourraient conduire 45 millions de personnes sous le seuil de l'extrême pauvreté, du fait des chocs agricoles et de la prolifération plus rapide des maladies (notamment le paludisme et les maladies diarrhéiques) qui en résultent. Seule une action internationale peut résoudre cette question. Faut-il toujours se fier à l'intérêt individuel comme base fondamentale de l'action économique ?

Le règne sans partage de l'économie de marché, un facteur de pauvreté

Malgré les moyens modernes disponibles, l'homme du XXI^e siècle subit toujours la misère et la sous-nutrition, l'espérance de vie des individus varie avec le niveau de développement et les conflits éclatent sans cesse face aux inégalités, à l'absence de tolérance généralisée et au non respect des droits de l'homme. Pour Amartya Sen¹², il faut porter une attention accrue à l'inégale distribution des libertés fondamentales, les « entitlements » (les droits que chaque personne devrait bénéficier au regard de l'état de la société) et de la « capability »¹³ de chacun. Au fond, ces fameux « entitlements » ne sont toujours pas suffisamment couverts pour une frange importante de la population mondiale. De même, la société ne peut continuer à évaluer le statut des individus sur les simples références à leur utilité « objective » (à quoi servent-ils ?), leur revenu (les riches et les pauvres) ou leurs droits (les nobles ou les roturiers, les fidèles dans les Etats théocratiques et les infidèles). Il faut orienter la réflexion vers les libertés et les opportunités d'être et de se réaliser en fonction de ce que chacun souhaite valoriser dans sa vie en termes de qualité de vie (quality of life). Il faut prendre en compte l'hétérogénéité des individus, mais aussi le pluralisme des conceptions de la vie en société.

En fait, pour mesurer la qualité de vie, il faut percevoir les états (beings) et actions (doings) et définir l'ensemble des fonctionnements (functionings) des individus. Les fonctionnements pertinents commencent par la qualité de certains états (comme être en bonne santé ou avoir à manger) en direction de comportements plus complexes (comme l'action dans la vie communautaire, la dignité au regard de ses objectifs, le respect des autres). L'ensemble des fonctionnements potentiels que l'individu peut réaliser constitue la « capability » (capability), la liberté de fonctionnement d'un individu. « La capability se présente comme « un ensemble des vecteurs de fonctionnements, qui indique

¹² Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press.
Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in J. Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes*. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

¹³ Sen, A. (1985) *Commodities and Capabilities*, Amsterdam : Elsevier

qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie »¹⁴. Il ne s'agit donc pas de percevoir l'individu en fonction de critères économiques simplistes, mais de mettre en évidence les opportunités réelles qui s'offrent à lui, en vue de mener le type de vie qu'il s'est choisi. De ce fait, il n'existe pas une seule liste d'éléments capable de définir le caractère équitable d'une société. En revanche, certaines « capacités » devraient nécessairement être couvertes, concernant notamment la satisfaction des besoins de base, la défense de la liberté de pensée ou de croire, le respect des règles collectives définies démocratiquement, mais aussi la protection et la sécurité à accorder à tous les citoyens, quelles que soient ses origines, ses fonctions et ses caractéristiques.

La mesure du PIB constitue l'indicateur principal pour déterminer le niveau de développement d'un pays. Cependant, il ne fournit qu'une estimation approximative de cette production nationale, souvent inexacte pour définir la situation réelle d'un pays en termes de progrès, de bien-être ou, plus généralement, de son état économique et social.

D'abord, de nombreuses activités essentielles pour une société, n'appartenant pas au monde marchand des chiffres, sont jugées improductives et elles sont alors ignorées. L'échange monétaire est généralement requis et le travail domestique n'est validé que s'il s'agit d'un travail marchand. De même, les services collectifs comme la santé publique, l'éducation ou la justice sont comptabilisés sur la base des dépenses publiques allouées à leur fonctionnement. Or, il suffit de constater les prix marchands pratiqués par les grandes universités privées américaines pour constater l'excellent rapport « qualité-prix » des universités publiques, indépendamment du respect qu'elles offrent à une plus grande égalité des chances des citoyens face à leur niveau d'éducation. Le niveau de privatisation gonfle le PIB.

Ensuite, les estimations du PIB font l'objet souvent de conventions statistiques qui ne favorisent pas toujours l'exactitude des informations chiffrées. Deux exemples parmi d'autres peuvent ainsi être évoqués : la fragmentation internationale de la production et les activités illégales. L'attractivité des facteurs de production, les fiscalités hétérogènes et le positionnement compétitif sur les chaînes de valeur mondiales exercent aujourd'hui un rôle déterminant dans les échanges. La fragmentation de la production a permis l'essor de réseaux internationaux de production et d'échange qui transforment la réalisation des avantages comparatifs nationaux. Les pays sont souvent spécialisés par segments productifs et non plus sur la base de la seule exportation d'un bien final, ils cherchent à améliorer leur capacité d'insertion dans les chaînes de valeur. Du fait même de ces échanges difficilement contrôlables pour la production d'un même produit, l'entreprise multinationale fera surgir le maximum de valeur ajoutée dans le pays qui sera le moins disant fiscalement. Dans ces conditions, les résultats de la production de

¹⁴ Sen, A. (1992) *Inequality re-examined*, Oxford : Clarendon Press, Repenser l'inégalité, Paris : Seuil, 2000, p.

valeur ajoutée réelle sont alors estimés différemment en fonction des intérêts fiscaux des firmes. De même, le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993 recommande l'inclusion des activités productives illégales dans le PIB (trafic de drogue, prostitution, par exemple), car les revenus qui en résultent peuvent être consacrés à l'achat de biens et de services légaux.

Enfin, il faut rappeler enfin que la comptabilité nationale met en évidence les flux économiques, elle ne fait aucunement référence au patrimoine. Celui-ci est alors supposé constant ou gratuit. Dans le PIB, tout ce qui appartient au monde marchand crée de la valeur et augmente la richesse. Ainsi, l'exploitation des ressources énergétiques vers leur disparition définitive est toujours considérée comme une production positive (PIB), même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale). Il en va de même pour les productions hautement polluantes qui favorisent les maladies comme le cancer. Le PIB ne fait aucune distinction concernant la qualité de ce qui est produit, et même de son utilité. Tout ce qui se vend devient un facteur de richesse, que l'on vende des antidépresseurs (pourtant parfois liés aux conditions de la production), des produits non renouvelables ou des services utiles au terrorisme ou aux guerres. L'ambiguïté de certaines productions ne manque pas de nous interpeller. Si l'augmentation du nombre de lits d'hôpitaux peut être considérée comme un progrès lorsqu'elle permet de maintenir la santé publique à un niveau optimal, elle peut être aussi analysée comme le résultat de nouvelles maladies produites par le système productif.

Il est alors aisé de constater que le PIB donne la part belle au système de production, sans se préoccuper outre mesure de son intérêt pour la collectivité nationale. James Tobin et William Nordhaus¹⁵ avaient proposé l'introduction d'un nouveau concept, celui de « dépenses défensives ». Il s'agit d'activités rémunérées qui n'ont pour objet que de réparer les dégâts provoqués par d'autres activités productives. Dans ce cas, il s'agit de considérer ces dépenses comme des consommations intermédiaires et non pas comme un produit final à valoriser dans le PIB. Retenir le PIB tel qu'il est conçu aujourd'hui témoigne de la capacité productive d'un pays, mais non pas de sa production réelle, laquelle devrait tenir compte des valeurs patrimoniales, sociétales et humaines ainsi consommées. Une augmentation du PIB n'est pas synonyme d'un progrès humain, si elle s'accompagne de la libéralisation de la vente de la drogue ou de la prostitution, de l'augmentation des dépenses de santé consécutives à des productions socialement inadaptées ou polluantes et de l'exploitation éhontée des ressources naturelles et énergétiques. Elle n'est même pas souhaitable si elle ne profite qu'à quelques personnes au détriment de l'ensemble des citoyens.

Le PIB n'explique en rien les inégalités de revenus et de patrimoine, la pauvreté relative ou absolue ou l'égalité des chances à l'intérieur d'une société.

¹⁵ Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? » in , The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth, National Bureau of Economic Research, vol.38, 1973.

Il est difficile statistiquement de prendre en compte les « richesses humaines » qui n'ont pas de valeur marchande généralisée. Il s'agirait alors de tenir compte des solidarités, des degrés de liberté réels, des valeurs démocratiques et, plus généralement, de la qualité de la vie quotidienne des personnes, entre les nécessités productives en lien avec la consommation, et le potentiel de réalisation d'une vie individuelle et sociétale épanouie. En négligeant une part importante de ce qui fait la vie des hommes, le PIB réifie l'image du bien-être à l'expression de sa simple évolution, produisant ainsi des effets positifs ou négatifs sur la réalité de la situation des personnes. Les effets pervers sont alors considérables. Un pays qui dispose d'importantes ressources économiques, sociales et humaines, qui offre une plus grande protection sur le marché du travail, qui a l'occasion d'améliorer gratuitement son potentiel intellectuel et sa réflexion philosophique et qui peut s'appropriier un temps aux activités ludiques non marchandes, peut alors se considérer dans une mauvaise situation parce que son PIB, pendant quelques années, n'a pas évolué aussi vite que celui de ses partenaires. Le monde marchand ne peut traiter que les questions de très court terme, alors que le système économique et social et le bien-être des personnes impliquent des décisions structurelles de long terme. Aujourd'hui, les indicateurs environnementaux mettent en évidence un dépassement des principaux seuils d'alerte.

Les comptes nationaux proposent le calcul d'indicateurs de bien-être, avec la construction de comptes satellites, mais leur impact médiatique et politique demeure relativement faible. Le « tout PIB » semble faire partie du « consensus de Washington ». Par ailleurs, si l'Indicateur de Développement Humain proposé par Amartya Sen et le PNUD donne des résultats intéressants, il est aussi parfois difficile à interpréter. Si un pays dispose de plus de lits dans les hôpitaux est-ce un signe d'une meilleure prise en compte des soins collectifs nécessaires ou est-ce dû au développement de nouvelles maladies, notamment psychiatriques ? Le progrès humain ne dépend pas de la production indéfinie des marchandises et des services payants. Il faut rappeler en outre que l'idée même d'un développement économique de « rattrapage » est remise en cause avec le concept de développement « soutenable ». Une croissance économique « à l'américaine », trop consommatrice de matières premières et trop polluante, ne peut pas constituer un objectif pour les autres économies nationales, sans même mettre en évidence les questions irrésolues aujourd'hui concernant le climat, les inégalités sociales excessives ou l'apparition rapide de nouvelles raretés.

Aujourd'hui, l'indicateur du développement humain du PNUD retient trois critères, « la longévité, le savoir et le niveau de vie », mais d'autres choix auraient pu être retenus, notamment les libertés politiques, le droit des femmes ou les solidarités collectives. Il est aisé de constater que la mondialisation de l'économie n'a pas vraiment bénéficié aux Pays les Moins Avancés (PMA), malgré l'ouverture de leurs frontières économiques au système commercial et financier international. Les nouvelles opportunités économiques ne sont

accessibles qu'aux organisations disposant à la fois de moyens logistiques importants, de ressources humaines de qualité et innovatrices, de l'appui de leurs gouvernements et de moyens financiers conséquents. La mondialisation conduit à une logique de spécialisation dans quelques produits d'exportation, ce qui accroît la grande vulnérabilité des pays au regard des aléas internationaux de la fluctuation des prix et des facteurs d'innovation. Lorsque les pays pauvres se révoltent, les institutions internationales invoquent le principe « *volenti non fit injuria* » selon lequel il n'y a pas d'injustice là où il y a consentement, notamment celui d'appartenir (ou non) à l'OMC. Cependant, avec l'application de la clause de la nation la plus favorisée, la signature des pays pauvres est contrainte par le non respect de cette règle par tous les membres de l'OMC en cas de refus.

Jusqu'en 2012, les succès économiques du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont souvent été montrés en exemple pour justifier l'intérêt du libre échange international. Si cette organisation puissante promeut le dialogue et la coopération, la paix, le développement économique et la sécurité collective, elle revendique aussi un partenariat mondial plus équilibré, moins dépendant de feu le colonialisme. Elle propose la mise en place de politiques macroéconomiques responsables, de nouveaux accords commerciaux, technologiques, scientifiques et financiers entre ses membres et un fort engagement en faveur du développement durable. Cependant, les membres du BRICS subissent depuis lors de profondes difficultés structurelles spécifiques, appelant à des solutions collectives hétérogènes. La Chine souffre à la fois de la structure schizophrénique du pouvoir entre le monde politique et la sphère économique, du creusement des inégalités et de difficultés économiques particulières dans un commerce international aux évolutions difficilement maîtrisables. Cette situation ne peut manquer à terme de soulever de graves problèmes sociétaux. La Russie subit de plein fouet à la fois la crise internationale qui conduit à un abaissement drastique du prix du pétrole, de l'absence de soutien de ses partenaires concernant ses opérations ukrainiennes, mais aussi des sanctions économiques qui lui ont été imposées principalement par l'Union européenne et les Etats-Unis. Le Brésil connaît aujourd'hui une crise économique grave, dans une société gangrénée par un niveau de corruption élevé et une fracture violente entre les classes aisées et les citoyens en grande difficulté économique. L'Inde ne s'engage dans le développement que dans quelques régions, alors que l'Afrique du Sud, dernier invité de ce cartel, n'a pas encore résolu ses problèmes raciaux et son insécurité chronique. Le groupe BRICS est en crise d'identité interne et externe.

Les responsables politiques des pays développés ne cherchent pas à éradiquer la pauvreté dans le monde. Ils donnent concrètement une priorité aux intérêts immédiats de leurs citoyens, ils modifient les règles du jeu du commerce et des finances internationaux à leur profit et ils influencent les politiques nationales des PMA en apportant leur soutien aux dirigeants qui ne s'opposent

pas à leurs intérêts. Les écarts de revenus et de patrimoines entre les riches et les pauvres de la planète croissent¹⁶ dangereusement, le système étant incapable de corriger les inégalités¹⁷ excessives dans le cadre d'une économie de marché au comportement erratique.

Les patrimoines appartiennent à une couche très fine de la population. Dans les pays en développement, ils appartiennent souvent à quelques personnes qui se préoccupent d'abord de leur enrichissement personnel et qui placent ainsi les profits récoltés dans les banques à l'étranger. Il est fréquent que les droits des individus se heurtent aux besoins de la société. La grande richesse des latifundiaires empêchait le développement économique des régions dans lesquelles se trouvaient leurs propriétés, principalement parce que leur propension à investir était érodée, au regard des profits engagés par ailleurs et de la complexité d'une politique optimale d'un patrimoine dans une situation d'opulence. Les grandes richesses modernes semblent produire les mêmes effets.

L'expression de la pauvreté est souvent synthétisée par un chiffre, 1,25 ou 2 dollars par jour et par habitant pour survivre.¹⁸ Or le développement humain n'est pas fondé sur les seules conditions matérielles, il concerne aussi le refus de l'exclusion sociale, des inégalités du savoir et des revenus, de l'hétérogénéité de l'espérance de vie en bonne santé et la qualité de la vie en général. Il s'agit d'encourager l'autonomie des personnes et de réduire leurs liens de dépendance. De même, les inégalités économiques et sociales excessives portent en elles les germes essentiels de la pauvreté, laquelle ne peut être mesurée que sur un territoire déterminé. Un ménage américain est considéré comme « pauvre » si son revenu annuel par personne se situe en dessous de 15000 dollars, soit une somme bien supérieure à ce que perçoivent près de 2,6 milliards de personnes dans le monde. Sur la base de la définition donnée à la grande pauvreté par la Banque mondiale plus de 1,2 milliards de personnes en 2014 sont concernées, mais le rapport annuel du PNUD publié en juillet 2014¹⁹, ajoute 1,5 milliards de personnes réparties dans 91 pays en voie de développement en situation de carences en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. « La lutte contre la pauvreté passe aussi, tout ou partie, par une réflexion à la fois intégrée (prenant en compte l'ensemble des besoins de chaque individu) et territoriale du développement (prenant en compte les spécificités économiques, sociales et culturelles de chaque société locale) »²⁰.

Aujourd'hui, la croissance indéfinie de la capacité à innover s'adresse principalement à la population riche ou aisée, elle s'applique de manière très

¹⁶ Bourguignon, F. (2012), La mondialisation de l'inégalité, Co-édition Seuil.République des Idées, Paris.

¹⁷ Picketty, T. (2013), Le capital au XXIe siècle, Editions Le Seuil, Paris.

¹⁸ Fontanel, J. The economic effects of military expenditure in Third World Countries, Journal of Peace Research, Vol. 27, n° 4, November 1990

¹⁹ PNUD (2014), Rapport sur le Développement humain 2014 ? Pérenniser le progrès humain : Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, ONU, NY et Geneva.

²⁰ Matteudi, E. (2012), « Les enjeux du développement local en Afrique », L'Harmattan, Paris

accessoire aux grands problèmes humanitaires qui subsistent avec violence dans ce monde dit « en crise » qui n'a jamais été aussi opulent. La croyance dans la capacité indéfinie des technologies à résoudre les problèmes sociaux constitue un obstacle à la réalisation des nécessaires solidarités. Les théories sur les notions de guerre économique sont évidemment aussi éloignées d'une conception "humaniste" de l'économie. De même, les pays développés s'estiment insuffisamment développés pour offrir une aide humanitaire globale aux pays les moins avancés. Ils se limitent à les inciter seulement à respecter les règles qui prévalent dans les grandes démocraties occidentales. Enfin, les inégalités des revenus et des patrimoines commencent à briser l'esprit communautaire et citoyen à l'intérieur de chaque pays, mais aussi au plan international. La violence peut s'abattre sur un monde qui accepte un fonctionnement de continuel rapports de force et se préoccupe trop peu de l'épanouissement des hommes, de tous les hommes²¹.

Bibliographie

- Bourguignon, F. (2012), *La mondialisation de l'inégalité*, Co-édition Seuil. République des Idées, Paris.
- Clinton, B. (2000), <http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>, Discours sur l'Etat de la Nation.
- Fontanel, J. (1990), The economic effects of military expenditure in Third World Countries, *Journal of Peace Research*, Vol. 27, n° 4, November 1990
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Ed. Masson, Paris.
- Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse »*. Géoeconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ?, *Politique étrangère*, janvier 2014.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley, U.K. 2014.
- Fontanel, J., Coulomb, F., Bensahel, L. (2014), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R. *Contributions to Conflict Management, peace economics and développement*, Vol. 16, Emerald, Bingley, U.K.
- Matteudi, E. (2012), « Les enjeux du développement local en Afrique », L'Harmattan, Paris
- Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? » in , *The Measurement of Economic and Social Performance*, Studies in Income and Wealth, National Bureau of Economic Research, vol.38, 1973.
- Parlement européen/Actualité (2013), Commerce international : les députés européens et nationaux demandent à l'OMC de maintenir l'approche multilatérale
<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/newsroom/content/20131202IPR29562/html/Commerce-international-maintenir-l'approche-multilatérale>
- Piketty, T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil, Septembre
- PNUD (2014), *Rapport sur le Développement humain 2014 ? Pérenniser le progrès humain : Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience*, ONU, NY et Geneva.
- Rawls, J. (1997), *A Theory of Justice*, Harvard University Press, Harvard.
- Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press.

²¹ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley, U.K., 2014. Fontanel, J., Coulomb, F., Bensahel, L. (2014), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R. *Contributions to Conflict Management, peace economics and développement*, Vol. 16, Emerald, Bingley, U.K.

Sen, A. (2002), Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ? in J. Fontanel (direction), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sen, A. (1985) Commodities and Capabilities, Amsterdam : Elsevier

Sen, A. (1992) Inequality re-examined, Oxford : Clarendon Press, Repenser l'inégalité, Paris : Seuil, 2000, p.

Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris.